



Emploi : Jusqu'à l'os...

Assez de régressions ! Exprimons nos besoins ! Luttons pour ce qu'il nous faut !

La CGT Finances publiques a décidé de ne pas participer aux CTR des 5 et 9 décembre destinés à entériner près de 2000 nouvelles suppressions d'emplois au titre de 2014.

Cette nouvelle saignée qui s'ajoute à celles des années précédentes est directement liée à la politique d'austérité dans laquelle persiste le Président de la République, son gouvernement et sa majorité parlementaire.

Qu'on n'en doute pas : cette politique, qui nous envoie chaque jour un peu plus dans le mur de la régression économique et sociale, a bien un sens. C'est la traduction des dogmes libéraux de l'abaissement du coût du travail et de recul de l'intervention publique.

Elle a aussi un objectif : permettre au patronat et aux actionnaires de s'enrichir toujours plus au détriment de l'intérêt général.

Dans la vie quotidienne des agents de la DGFIP, ces suppressions d'emplois signifient plus de difficultés à accomplir les missions, l'aggravation de leurs conditions de travail et l'augmentation des souffrances au travail.

Mais dans ce contexte, il nous faut aussi nous méfier comme de la peste des larmes de crocodiles administratives qui compatissent épisodiquement avec les agents car elles sont mouillées de vitriol. Au prétexte affiché de venir en aide aux agents, elles n'ont d'autre but que de les inciter à accepter des abandons de missions qui permettront à la Direction générale de continuer à supprimer des emplois.

Dans cette situation, la CGT Finances Publiques considère que seul le développement des luttes et de l'action collective permettront de changer de cap :

- ▶ des luttes qui mêlent indissociablement la défense et le développement des missions à l'exigence des moyens humains et matériels pour les accomplir dans des conditions optimales pour la collectivité comme pour les agents.
- ▶ des luttes ancrées sur le terrain quotidien de la vie des services car c'est de là que doivent émerger des revendications concrètes pour vivre mieux au travail, pour lui redonner du sens et sa pleine efficacité sociale.

Rien ne doit être laissé aux mains des casseurs du service public ! Exprimons ce dont nous avons besoin : conditions d'accomplissement des missions, emploi, conception et organisation du travail, droits et garanties, salaires et reconnaissance des qualifications...

Sur ce socle, au sortir de son conseil national et des Etats généraux de la DGFIP du 4 décembre, la CGT Finances publiques est déterminée à construire avec les personnels et dans l'unité la plus large une action nationale puissante, inscrite dans la durée, pour contraindre l'administration à négocier sur les revendications.



Montreuil, le 10 décembre 2013

Syndicat national
CGT Finances Publiques

Case 450 ou 451 •

263 rue de Paris 93514 Montreuil Cedex

• www.financespubliques.cgt.fr

• Courriels : cgt@dgfip.finances.gouv.fr

• dgfip@cgt.fr • Tél : 01.55.82.80.80

• Fax : 01.48.70.71.63

Le développement des actions locales est le point d'appui déterminant pour atteindre cet objectif au plus vite. En ce sens, la CGT Finances publiques appelle les agents de la DGFIP :

- ▶ à débattre avec leurs organisations syndicales des initiatives revendicatives à prendre,
- ▶ à développer les actions collectives dans la prochaine période et tout particulièrement à l'occasion des CT locaux sur l'emploi.